

POLITIQUE

La vision de
Michaëlle Jean du pays

Page B 3



IDÉES

Les propos controversés
du psychiatre Mailloux:
tout le monde en bave

Page B 5



PERSPECTIVES

Le retour du nucléaire

Gouvernements et entreprises évoquent le prix du pétrole et la réduction des émissions de GES pour envisager la construction de nouvelles centrales

Partout dans le monde, et en partie sous prétexte d'éviter de nouvelles émissions de gaz à effet de serre (GES), gouvernements et grandes entreprises lorgnent depuis quelque temps de nouveaux projets de centrales nucléaires pour augmenter leur production d'électricité. Les prix à la hausse du pétrole favorisent cette filière réputée pour être la plus coûteuse. Et l'absence de débat indépendant sur les impacts potentiels des nouvelles générations de réacteurs limite les arguments des adversaires de cette filière, qui mettent toutefois de l'avant un risque aussi nouveau que terrifiant, la possibilité d'attaques terroristes.

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

Il y a quelques jours à peine, le ministre canadien des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, levait le moratoire sur le nucléaire décrété par le Canada à l'endroit de l'Inde après que ce pays eût procédé à un nouvel essai souterrain pour répliquer à son voisin, le Pakistan. Ce geste, qui imite la levée du moratoire américain à un mois d'intervalle, survient au moment où le Canada tente de relancer la vente de ses réacteurs Candu à la Chine et à d'autres pays, une stratégie qui ne semble pas porter fruits à court terme, sauf ici au pays où les projets se multiplient aussi. Ce geste posé par le Canada pourrait traduire son intention de profiter du retour en force de l'énergie nucléaire à l'échelle internationale.

Dans le bilan 2004 du Commissariat à l'énergie atomique, on recensait en 2003 quelque 439 centrales nucléaires sur la planète. Leur puissance installée atteint 360 588 mégawatts (MW). Par ailleurs, 31 nouvelles centrales étaient alors en construction, pour une puissance installée de 25 387 MW. Le tiers de cet arsenal dit «d'utilisation pacifique de l'atome», soit 109 000 MW, se concentrait aux États-Unis, soit un peu moins que les 125 516 MW dont l'Europe tire une partie substantielle de son électricité, principalement en France et en Allemagne. En 2003, aucune centrale atomique n'était en construction en Europe et en Amérique. Tous les projets en construction, sauf trois, se situaient dans l'ex-Union soviétique et en Asie. Mais ce portrait a commencé à changer.

Ainsi, il y a une semaine, le plus important consortium américain de l'industrie nucléaire, NuStart Energy Development, qui regroupe 11 firmes majeures, a déposé une demande d'autorisation pour construire la première centrale nucléaire des 32 dernières années aux États-Unis. Les deux sites retenus pour examen se retrouvent en Alabama et au Mississippi, ce qui laisse songeur après les ouragans Katrina et Rita. L'autre site serait situé à Francisville, en Louisiane.

Justification environnementale

D'entrée de jeu, la vice-présidente de NuStart, Marilyn Kray, a repris la nouvelle justification environnementale du nucléaire, soit la nécessité de lutter contre les changements climatiques avec des filières qui n'émettent aucun GES. Depuis 1997, l'industrie nucléaire, avec le Canada comme allié majeur, a tenté de faire reconnaître l'atome comme «énergie verte» susceptible de procurer des crédits d'émissions dans le cadre du protocole de Kyoto. Ce fut un échec retentissant au plan diplomatique car la communauté internationale a écarté définitivement cette alternative lors de la conférence de Berlin.

Mais pour Marilyn Kray, dont l'agence ENS rapportait récemment les propos, «le monde a besoin de plus d'énergie et les normes environnementales vont constamment se renforcer, tout particulièrement en ce qui a trait aux émissions de gaz à effet de serre».

Et nous, ici en Amérique, avons besoin de retrouver une plus grande indépendance énergétique. Elle aurait pu ajouter qu'avec les prix du pétrole à la hausse, les investisseurs entendent le nucléaire plus favorablement, d'autant plus que l'administration Bush n'imposera pas dans la facture d'électricité le coût de l'élimination des déchets nucléaires, un problème en forme de puits financier sans fonds, dont la solution est constamment repoussée.

Les États-Unis ont élaboré un projet de site d'enfouissement de leurs déchets nucléaires à Yucca, dans le désert du Nevada, au nord de Las Vegas. Le site sera alimenté par les 103 centrales en opération dans les 39 États producteurs. Ces centrales génèrent 20 % de toute l'électricité aux États-Unis. Le problème, c'est qu'elles produisent 54 000 tonnes de déchets nucléaires par année et alors que le site de Yucca peut difficilement accueillir plus de 100 000 tonnes. Or cette industrie prévoit que la quantité de déchets radioactifs pourrait doubler d'ici 2035 et, dans les États peuplés de l'Est, toutes les tentatives de Washington pour implanter un nouveau site ont échoué jusqu'ici. Ces considérations n'ont pas empêché le président George Bush de déclarer, en avril dernier, que le nucléaire était «la plus sécuritaire et la plus propre» de toutes les énergies produites sur la planète, ce qui explique l'appui accordé à cette filière dans la nouvelle loi et la nouvelle politique énergétique de ce pays, subventions à la clé en passant par la fiscalité.

Et la Chine

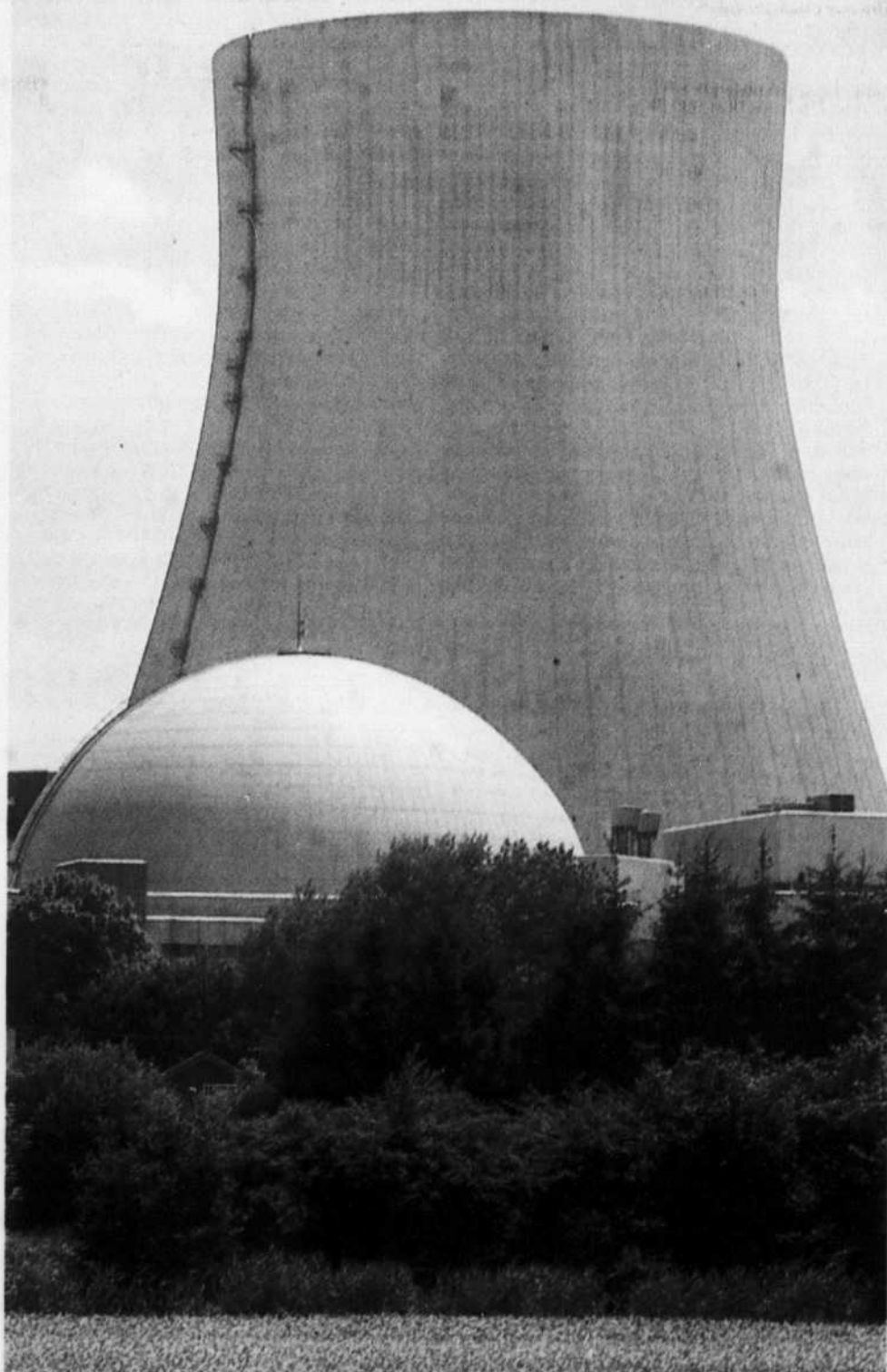
Le retour du nucléaire a aussi gagné la Chine, qui utilise six nouveaux réacteurs depuis 2002, qui en construit présentement deux autres et qui projette d'en avoir 40 en activité d'ici 2020 en raison de ses énormes besoins de croissance et de son intention de réduire la pollution de ses centrales au charbon.

Alors que l'alliance Verts-Sociaux-démocrates avait décidé de remplacer un certain nombre de vieilles centrales nucléaires par de l'éolien, le nouveau gouvernement allemand, plus à droite, pourrait bien remettre en question cette politique et restaurer ses équipements nucléaires, voire augmenter leur nombre pour rencontrer les exigences du protocole de Kyoto. En Grande-Bretagne, le problème se présente autrement. Treize des 14 centrales nucléaires en activité en Allemagne devront être remplacées ou reconstruites d'ici 2023 mais, là comme aux États-Unis, personne ne sait où mettre les milliers de tonnes de combustibles irradiés, un risque de contamination qui va perdurer des centaines de milliers d'années.

La filière française des surgénérateurs, qui utilisent le plutonium produit par les réacteurs fonctionnant à l'uranium, se donnait comme objectif de recycler les déchets des centrales de première génération. Cette filière, qui a pourtant connu beaucoup de déboires, intéresse aujourd'hui grandement les Américains qui, malgré les affrontements

VOIR PAGE B 2: NUCLÉAIRE

Le président américain a déclaré, en avril dernier, que le nucléaire était «la plus sécuritaire et la plus propre» de toutes les énergies produites sur la planète



MICHAEL DALDER REUTERS

Saviez-vous que...

La Faculté de musique de l'Université McGill est la plus importante école de musique au Canada. La réputation dont bénéficient ses professeurs attire chaque année quelque 700 étudiants des quatre coins du monde. Les membres du personnel et étudiants de la Faculté présentent, année après année, environ 450 concerts et événements aux salles de récital Pollack, Redpath et Clara Lichtenstein.

Formation en gestion de réseaux et programmation informatique

Améliorez vos perspectives de carrière grâce à des cours du soir ou de fin de semaine menant à des certifications professionnelles en gestion de réseaux (Cisco, Linux, Microsoft) et en programmation (Java).

Traduction

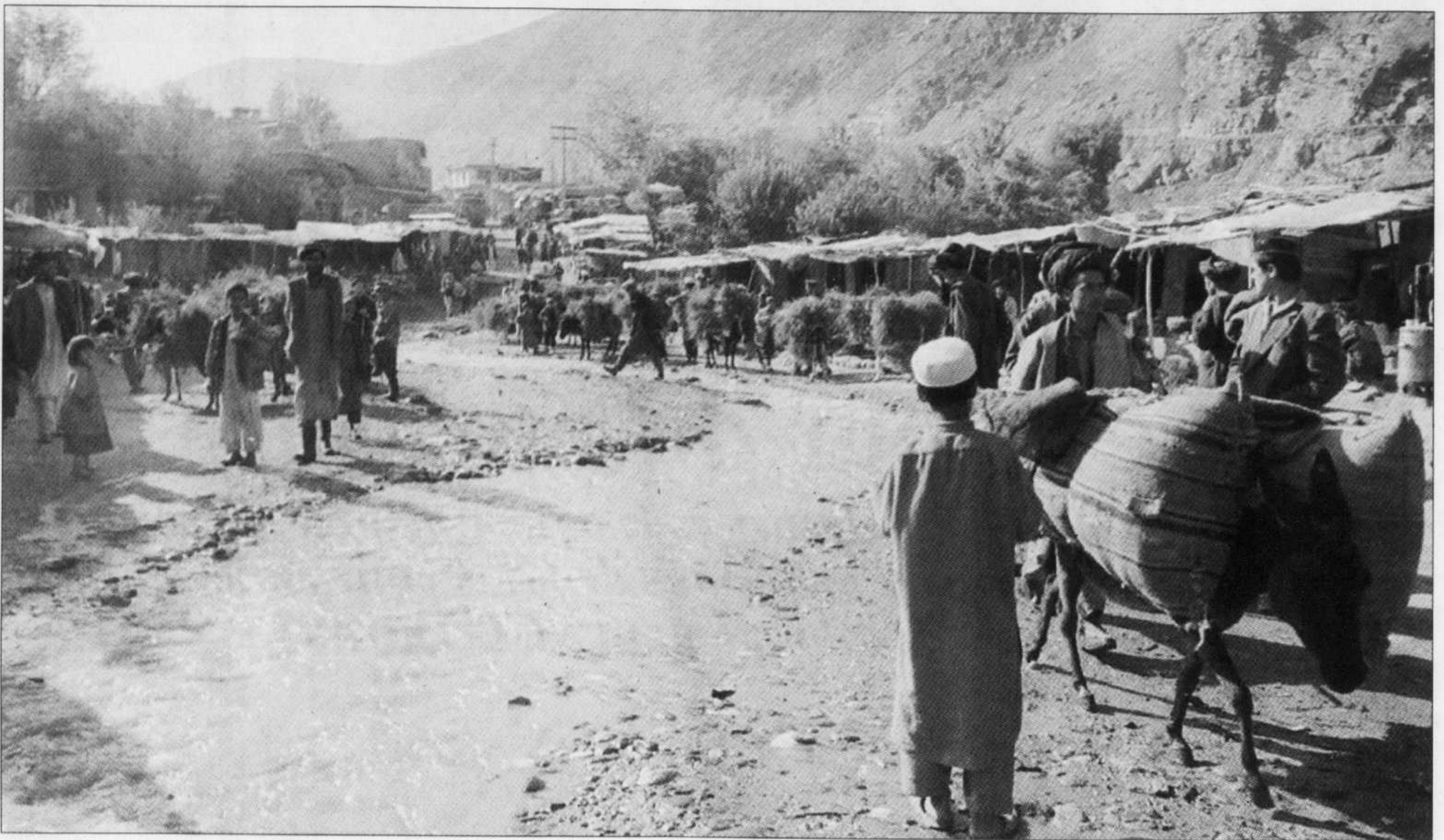
La traduction est une profession langagière en pleine expansion. Le cumul du certificat et du diplôme d'études supérieures en traduction de McGill peut vous ouvrir la voie donnant accès au titre de traducteur agréé.

Commerce international

Vous désirez améliorer vos connaissances en commerce, finance et marketing à l'échelle internationale ainsi qu'en politique commerciale canadienne? Considérez un diplôme ou un certificat d'études supérieures en commerce international de McGill.



• PERSPECTIVES •



MIAN KHURSHED REUTERS

Faizabad était considéré comme la capitale de l'Afghanistan alors qu'elle abritait le gouvernement intérimaire du temps des talibans.

L'ombre des seigneurs de guerre plane sur le Parlement afghan

Peu familiers des règles démocratiques, ces chefs raffleront tout de même plus du tiers des sièges

JEAN-PIERRE PERRIN

Kaboul — Les seigneurs de guerre, ceux qui seront élus au Parlement afghan, acceptent-ils d'y siéger sans les gardes du corps et autres hommes de main dont ils ne se séparent jamais? Posée par un fonctionnaire de l'ONU, la question n'est pas qu'anecdotique. Peu familiers des règles démocratiques, ces chefs, qui comptent parmi eux d'authentiques bandits, trafiquants de drogue et criminels de guerre, sont déjà perçus comme une menace par nombre des futurs députés.

Fin analyste des mœurs politiques afghanes, Dod Nourani, directeur du journal *Taraki* (*Développement*), estime qu'ils s'empareront de 35 à 40 % des sièges de la prochaine Assemblée nationale. Les résultats définitifs des élections du 18 septembre ne seront connus que le 22 octobre. «D'un point de vue démocratique, ce scrutin a été très positif. Mais l'ombre des seigneurs de guerre va planer sur le Parlement. Ils risquent de menacer les autres députés. Pour ceux-ci, il n'y aura pas de sécurité», explique-t-il. Sont déjà considérés comme élus le chef wahhabite Rassoul Sayyaf, qui a fait massacrer des milliers de familles hazaras (minorité chiite d'origine mongole) ou l'ex-chef de l'État

Rabbani, un fondamentaliste dont la corruption est légendaire et qui pourrait devenir le prochain président de l'Assemblée.

«Ce qu'il y a de terrible, c'est que tous ces chefs de guerre ne représentaient plus rien. Les talibans les avaient pourchassés et leur avaient fait mordre la poussière. Après la victoire des Américains, ils s'attendaient à être jugés par leurs tribus et se demandaient comment ils allaient faire pour quitter le pays», renchérit Shahir Zahine, directeur de la radio Kilid et de plusieurs magazines. «Ils sont revenus sur le devant de la scène par la faute de Zalmay Khalilzad [l'ex-ambassadeur des États-Unis à Kaboul, actuel ambassadeur à Bagdad], accuse Dod Nourani. Il a dit au président Karzai: "S'ils ne participent pas au pouvoir, l'Afghanistan deviendra comme l'Irak."»

Divisés, les seigneurs de guerre ne pourront guère former un front homogène au Parlement. Pendant la campagne, on a même vu Younés Qanouni, un proche du défunt commandant Massoud, et Salam Raqeti, un ex-chef militaire des talibans, s'accuser mutuellement de crimes de guerre.

On devrait donc les retrouver dans le camp pro ou antigouvernemental, voire passer de l'un à l'autre en fonction de leurs intérêts. L'important pour eux est aussi de profiter de l'impunité parlementaire.

Ils sont
revenus sur
le devant de
la scène par
la faute de
l'ex-
ambassadeur
des
États-Unis

La prochaine Assemblée apparaît d'ores et déjà d'une rare hétérogénéité. On peut y distinguer quatre groupes:

■ Le groupe progouvernemental: il rassemble aussi bien des chefs de tribu pachtouns que de vrais démocrates, des proches des talibans et du Hezb-e-Islami (le Parti islamiste, qui participe aussi à la guérilla dans le sud du pays) et même des membres du Khalq, l'ex-parti communiste. Ce qui les réunit, c'est leur appartenance à l'ethnie pachtounne et le souci d'avoir un gouvernement central fort. Ils pourraient représenter près de la moitié de l'Assemblée;

■ L'opposition: elle émane d'anciens lieutenants de Massoud, tel Qanouni, qui fut l'un des dirigeants de l'Alliance du Nord (rebelle antitaliban jusqu'en 2001, en majorité tadjiks). Ses partisans et lui ont bon espoir de remporter la majorité des sièges à Kaboul. Ils

devraient être rejoints par les députés des autres minorités, les Hazaras notamment;

■ Les indépendants: élus sur des bases clientélistes, sans idées politiques précises;

■ Les démocrates: ils ne devraient pas avoir plus d'une quinzaine de sièges. Parmi eux, des candidats de gauche, le petit groupe des «femmes démocratiques» et des personnalités comme Bashardost, monsieur Anticorruption.

Pour Dod Nourani, ce Parlement sera tout «sauf démocratique»: «Il ne fera pas de lois démocratiques. Au contraire, il va chercher à limiter la liberté de parole, de la presse, des télévisions privées, celle des femmes, et s'attaquer aux quelques partis démocratiques. L'argent y jouera un rôle important, ce qui favorisera les seigneurs de guerre. Le gouvernement devra donner beaucoup d'argent ou de privilèges aux députés pour s'acheter des voix.» «Ce n'est pas un Parlement idéal. Mais nous ne sommes pas contre lui. Au contraire, on en a besoin pour aller vers l'avenir», insiste-t-il. Shahir Zahine s'attend à ce que sa radio connaisse bientôt des jours difficiles. «Mais on parlera tant qu'on le pourra. Jusqu'à ce qu'on nous casse la gueule»

Libération

Nucléaire: le Canada n'est pas en reste

Du Nouveau-Brunswick aux provinces de l'Ouest en passant par l'Ontario, les projets se multiplient

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Trois groupes de projets distincts amorcent la relance du nucléaire au Canada.

Après des années de commissions et d'évaluations financières toujours à la hausse, le Nouveau-Brunswick se dit prêt à restaurer sa centrale de Pointe-LePREAU au coût de 1,4 milliard. Il y a trois ans, l'évaluation se limitait à 875 millions. Et le premier ministre, Bernard Lord, plaide depuis six mois pour que le nucléaire se retrouve en bonne place dans la future politique canadienne de l'énergie, question d'obtenir sans doute des fonds fédéraux.

Autre signe annonciateur d'un important changement, le premier ministre ontarien, Dalton McGuinty, déclarait, il y a quelques jours, devant l'Association ontarienne de l'énergie (AOE), que cette province devrait remplacer ou refaire ses équipements avec lesquels elle produit 25 000 de ses

30 000 MW. Cela comprend inévitablement la restauration d'une partie importante de son parc de production nucléaire d'ici 15 ans et la transformation au gaz naturel de plusieurs vieilles centrales thermiques au charbon, qui crachent leurs acides vers le Québec. De plus, l'Ontario estime que 23 % des 9000 MW qu'elle veut ajouter à son réseau de production d'ici cinq ans proviendront de nouvelles centrales nucléaires et 23 %, de l'éolien. Le reste sera fourni par de nouvelles centrales thermiques au gaz naturel.

On peut parier que la restauration de plusieurs centrales nucléaires sera biffée de l'agenda d'Ontario Power Generation (OPG). En effet, en 1997, cette province a fermé 19 de ses réacteurs nucléaires pour défaut de sécurité. Les réacteurs de la centrale de Pickering notamment demeureront fer-

més, a affirmé Dalton McGuinty, car il faudrait y consacrer plus de deux milliards. On comprend qu'il sera plus rentable de faire appel à la nouvelle génération de CANDU, mais on ne sait toujours pas ce qu'il adviendra des déchets et des équipements radioactifs de ces centrales désaffectées. Au Québec, le gouvernement et les médias ont peu suivi l'évolution du dossier des nombreux réacteurs nucléaires ontariens, pourtant névralgique pour la sécurité du territoire québécois, parce qu'ils sont situés dans le corridor des vents dominants qui déferlent sur la vallée de Saint-Laurent. Il sera intéressant de voir quelles villes de l'Ontario et du Québec se retrouveront dans le sillage d'émissions potentielles.

Des
pétrolières
de l'Ouest
songent à se
doter d'une
centrale
nucléaire

Et voilà que le secteur privé, plus précisément

des pétrolières de l'Ouest, songent à se doter d'une centrale nucléaire pour réduire leur utilisation de pétrole et de gaz dans le processus de raffinage des sables bitumineux, question de réduire là aussi le bilan des gaz à effet de serre.

Enfin, le Canada est encore loin d'une solution d'élimination définitive de ses déchets nucléaires. Pour l'instant, on cible un site minier au Manitoba mais entre-temps, les déchets s'accumulent dans la cour des centrales nucléaires, comme à Gentilly-2. Quant à l'Agence atomique du Canada (EACL), elle a trouvé le moyen d'enfourer des déchets faiblement radioactifs dans le sol, sans permission et en cachette, pendant des années et à quelques kilomètres du Québec dans l'Outaouais, plus précisément à Chalk River, comme viennent de le découvrir les parlementaires fédéraux.

Le Devoir

NUCLÉAIRE

SUITE DE LA PAGE B 1

avec la France dans le dossier de l'Irak, ont signé à la fin du mois d'août une entente leur assurant un accès privilégié aux technologies nucléaires françaises et même au réacteur expérimental Phénix, dit «à spectre rapide», pour tester de nouveaux combustibles disponibles aux USA.

Un géant américain du nucléaire, United States Enrichment Corporation (USEC), a en effet obtenu le quasi-monopole sur le combustible des têtes nucléaires soviétiques, démantelées dans le cadre des accords de réduction de l'arsenal militaire. «Megatons to Megawatts», choisissait comme slogan cette entreprise en 1993, alors qu'elle investissait 4 milliards pour mettre la main sur les matériaux fissibles des 9000 têtes nucléaires, jusque-là pour la plupart pointées en direction des États-Unis. La Maison-Blanche et

l'Occident ont appuyé ce programme de «recyclage», qui soustrait des quantités importantes de combustible nucléaire au marché noir du terrorisme et qui occupe des centaines d'ingénieurs de l'ex-URSS en les empêchant de passer dans le camp de «l'Axe du Mal».

Le président d'USEC, William Timbers, déclarait à USA Today récemment que les «écologistes ne sont pas pour le nucléaire mais n'en sont plus les adversaires acharnés qu'ils étaient». Et cela fait tourner le vent de l'opinion, disait-il, en citant un Gallup Poll qui identifiait 56 % de la population américaine comme favorable à un retour du nucléaire... à condition que le réacteur ne soit pas situé dans leur cour.

Mais ce concert souffre de quelques fausses notes. Si les écologistes conviennent que l'éolien ne pourra remplacer les centrales nucléaires, ils s'entendent avec plusieurs experts pour dire qu'une intensification radicale de l'efficacité éner-

gétique dans tous les domaines pourrait y arriver, si on augmente simultanément les investissements dans les énergies renouvelables, y compris la géothermie et le photovoltaïque.

Une récente étude publiée par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) atténuait d'ailleurs les conclusions de l'Agence internationale de l'énergie, selon qui la production nucléaire, responsable de 6 % de la production d'électricité sur la planète, lui épargne le choc de 600 millions de tonnes de GES. Certes, indique l'étude du MIT, le recours au nucléaire évite des émissions de GES. Mais cette filière n'est rentable que si l'État et les contribuables la subventionnent indirectement en assumant plusieurs fonctions en matière de sécurité environnementale et de lutte au terrorisme, en contrôlant à grand prix la non-prolifération militaire et, surtout, en payant pour le coût de l'élimination des déchets nucléaires, une factu-

re qui pourrait dépasser les 100 milliards d'ici deux décennies en études et équipements.

Les questions de sécurité demeurent d'ailleurs toujours au premier plan dans ce dossier, même si Three Miles Island, en 1976, et Tchernobyl, en 1986, semblent très loin. Récemment, au Japon, quatre travailleurs sont morts dans l'explosion d'un tuyau contenant des matières radioactives. Et plus près de nous, il y a deux ans, dans une centrale à Toledo, en Ohio — dans le corridor des vents qui soufflent sur l'Ontario et le Québec —, on a découvert un trou de la taille d'un pamplemousse dans le couvercle d'un réacteur actif Soixante jours de plus, ont évalué les inspecteurs américains, et on filait droit sur un accident nucléaire majeur. La réparation a coûté la bagatelle de 400 millions.

Le Devoir

PERSPECTIVES

Une certaine vision du pays

Le discours d'installation de Michaëlle Jean a suscité de nombreuses interrogations

Elle l'a inscrit jusque dans ses armoiries de gouverneure générale: «*Briser les solitudes*». Avec cette petite phrase, qu'elle a pris la peine de répéter dans les deux langues officielles dans son discours d'installation mardi, Michaëlle Jean a soulevé les passions dans tout le Canada. Certains ont vu en elle l'héritière spirituelle de Pierre Elliott Trudeau, d'autres, une naïve qui se butera aux mêmes obstacles qui jonchent le parcours constitutionnel de ce pays et sur lesquels des générations de politiciens ont trébuché.

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — «*Il est fini le temps des "deux solitudes" qui a trop longtemps défini notre approche de ce pays. L'étroussure du "chacun pour soi" n'a plus sa place dans le monde actuel qui exige que nous apprenions à voir au-delà de nos blessures et de nos différends pour le bien de l'ensemble. Bien au contraire, nous devons briser le spectre de toutes les solitudes et instaurer un pacte de solidarité entre tous les citoyens qui composent le Canada d'aujourd'hui.*»

C'était mardi. Michaëlle Jean devenait la 27^e représentante de la reine au Canada et, par ces quelques phrases, s'assurait de trôner dans les discussions pour bien des semaines encore. Mais qu'a-t-elle voulu dire exactement? Il faudra attendre les entrevues des prochaines semaines pour en savoir davantage, mais déjà, toutes les spéculations sont, semble-t-il, permises.

Pour Michel Seymour, professeur de philosophie à l'Université de Montréal, Michaëlle Jean s'inscrit parfaitement dans la lignée de Pierre Elliott Trudeau par sa lecture de la situation politique canadienne. Quand Mme Jean parle des blessures qu'il faut oublier et du chacun pour soi qu'il faut transcender, «*c'est typiquement trudeauiste*», lance le professeur. «*Trudeau essayait de réactiver notre culpabilité judéo-chrétienne en disant: "Vous êtes égoïstes, si vous êtes pour la souveraineté, vous êtes pour le chacun pour soi. Il faut qu'on s'ouvre aux autres." Alors [selon cette vision], les problèmes sont des attitudes d'individus, c'est réduit à cela. Il n'y a pas de problème politique. Il y a juste des attitudes d'individus qui sont pour le chacun pour soi et qui restent à se complaire dans leurs blessures et leurs différends.*»

Michel Seymour ne cache pas son agacement profond pour le discours de la nouvelle gouverneure générale. Il en comprend que Mme Jean a fait sienne une certaine idée du multiculturalisme canadien voulant que la nation québécoise soit noyée dans la multitude de nations immigrantes qui se retrouvent en territoire canadien. «*Elle colmate le conflit plus que centenaire qui oppose le Québec au Canada en faisant intervenir non plus deux mais tout un paquet de solitudes, soit autant de solitudes qu'il y a de communautés immigrantes.*»

M. Seymour va plus loin en voyant la nomination de Michaëlle Jean comme une illustration de l'utilisation qui est faite, au nom de la politique de multiculturalisme, des communautés culturelles. «*Parce qu'elle a une reconnaissance dans sa différence — car si elle n'avait pas été haïtienne, si elle avait été une Québécoise pure laine, elle aurait eu beaucoup moins de chance — [...], elle offre en échange l'allégeance, la fidélité et le patriotisme canadien.*»

Multiculturalisme et ghettoïsation

Mme Jean avait déjà fait partiellement connaître ses idées sur le multiculturalisme canadien plus tôt cette année dans un discours prononcé à Montréal, alors qu'elle n'était encore que présentatrice-journaliste. «*La citoyenneté, c'est le vivre-ensemble. [...] Mais le multiculturalisme propose-t-il vraiment un vivre-ensemble? On nous donne même des moyens financiers pour que nous restions chacun dans notre enclos. Il y a une espèce de proposition de ghettoïsation qui est là et qui est financée. Or, le multiculturalisme est proposé comme un modèle fondateur du Canada»,* avait-elle dit, selon ce que rapporte le *Canadian Jewish News*.

«*En ce moment, autour de ce développement séparé, nous sommes en train de vivre toutes les aberrations possibles. Il y a même des valeurs auxquelles on aimerait adhérer au Québec et dans le reste du Canada qui sont minées au nom de ce développement séparé et ce multiculturalisme.*» Durant son allocution, elle avait aussi reproché aux organisations et aux leaders des communautés culturelles de «*mettre du beurre sur leur tartine grâce au multiculturalisme*».

Il était frappant cette semaine de constater la différence d'interprétation de discours d'installation de Michaëlle Jean selon que l'analyse était anglophone ou francophone. Les anglophones manquaient de superlatifs pour vénérer leur nouvelle reine. En première page du *Globe and Mail* par exemple, John Ibbittson amorçait son éloge en présentant Mme Jean comme étant «*ce que le Canada veut être*». Avant, écrit-il, les Canadiens pouvaient s'inspirer de M. Trudeau. Aujourd'hui, ils n'ont personne dans la classe politique et c'est ce vide que vient combler Michaëlle Jean. Les arguments des souverainistes et des nationalistes de toutes sortes semblent dépassés, conclut-il. Bref, on y lit une invitation lancée aux Québécois de passer à autre chose. Mais pas aux autres Canadiens. On pouvait percevoir cette interprétation à sens unique dans plusieurs analyses.

«*C'est exactement la vision du Canada qu'on voudrait voir émerger du Québec*», analyse Jocelyn Maclure, professeur de philosophie à l'Université Laval. Selon lui, la communauté anglophone du Canada se dit que si «*la vision de Michaëlle Jean était généralisée au Québec, au fond, ce serait l'accomplissement du projet politique de Pierre Elliott Trudeau*».

M. Maclure va un peu plus loin dans cette analogie en prédisant à l'approche dévolée de Michaëlle Jean les mêmes conséquences qu'a eues celle de l'ex-premier ministre. «*Plutôt que d'identifier le mal, de le diagnostiquer et d'es-*



Michaëlle Jean lors de son installation.



Michaëlle Jean et son époux ont salué la foule mardi à Ottawa.

sayer d'y remédier, Michaëlle Jean pourrait avoir l'effet de conforter une vision qui est à la racine même des problèmes du fédéralisme canadien aujourd'hui. Sa contribution pourrait, comme celle de Trudeau, être contre-productive si on pense à l'unité du pays.»

Car selon M. Maclure, le nationalisme québécois d'aujourd'hui n'a pas tant sa source dans des raisons profondes (tel qu'un état de soumission de la population francophone québécoise, par exemple) que dans des raisons extrinsèques: les dysfonctions du fédéralisme canadien. «*Michaëlle Jean pourrait stabiliser ce dysfonctionnement plutôt que de s'y attaquer. [...] On favorise effectivement le statu quo.*»

Quoi qu'il en soit, il faudra voir ce que Michaëlle Jean pourra accomplir dans le cadre d'un poste qui reste somme toute symbolique, conclut Michel Seymour. «*Dans la vie, il faut de l'idéalisme et du réalisme. Elle a la première chose, mais ne semble pas avoir la deuxième. Parce qu'elle ne voit pas que son institution a peu d'efficacité et ne voit pas qu'elle est utilisée. Elle a dit: "Je ne serai pas un pion de l'Etat fédéral." Elle n'est pas un pion, elle est une reine! Mais quand même dans une game qui vise à mettre en échec le souverainisme québécois. Quand on a l'idéalisme mais pas le réalisme, ça s'appelle de la naïveté.*»

Le Devoir

Les armoiries de la gouverneure générale

Lorsqu'un nouveau gouverneur général est nommé, il contribue à la conception de son emblème héraldique. Mme Jean a choisi de bourrer le sien de symboles haïtiens. Ainsi, au centre des armoiries se trouve un dollar de sable (oursin plat). La couronne royale, au-dessus, symbolise la fonction vice-royale. Chapeautant l'emblème, le coquillage et la chaîne brisée rappellent le Marron inconnu d'Albert Mangonès, célèbre sculpture conservée à Port-au-Prince représentant un esclave en fuite qui souffle dans une conque pour sonner le rassemblement et appeler au soulèvement dans toute l'île. Pour Michaëlle Jean, la figure

évoque ici la victoire de ses ancêtres contre la barbarie et, plus généralement, l'appel à la liberté. De part et d'autre de l'écu, deux Simbis, esprits des eaux dans la culture haïtienne, qui apaisent les âmes, purifient les eaux troubles et interviennent avec sagesse et clairvoyance. Ils ont la parole édifiatrice et pacificatrice. Ces deux figures féminines symbolisent le rôle vital joué par les femmes en faveur de la justice sociale. La devise «*Briser les solitudes*» est au cœur des objectifs qu'entend poursuivre Michaëlle Jean.

(Tiré du site de la gouverneure générale)
H. B.



Michel David

La ciguë du PQ

Ghislain Lebel a dit tout haut ce que les autres candidats craignent tout bas en déclarant au *Devoir* qu'à moins de nouvelles révélations sur le passé d'André Boisclair, la course à la succession de Bernard Landry est à toutes fins utiles terminée.

L'attaque en piqué de Richard Legendre, lors du débat de mercredi soir dernier, avait toutes les apparences d'un geste désespéré, sinon du baroud d'honneur. Dans l'espace médiatique, M. Legendre a peut-être ravi temporairement à Pauline Marois le statut de deuxième aspirant au titre, mais cela ne fragilise en rien la position du meneur.

La politique est un monde qui réserve bien des surprises, mais le phénomène du «Grand Pardon» provoqué par les révélations sur la consommation de cocaïne de M. Boisclair a fait perdre leurs repères habituels à ceux qui croyaient avoir tout vu.

Il est vrai que l'opinion publique semble parfois avoir des lubies. Entre les élections partielles de juin 2002 et le désastre de discours devant le Canadian Club de Toronto, la possibilité qu'il devienne premier ministre est apparue brièvement, mais on ne doutait pas vraiment que le bon sens finirait par l'emporter. De toute manière, l'ADQ n'était pas un véhicule suffisamment solide, tandis que le PQ est un instrument efficace, qui peut très bien permettre à M. Boisclair de réaliser ses ambitions.

Pour l'heure, ses adversaires s'avouent totalement confondus. Comment réagir de façon articulée à l'irrationnel pur? Selon les règles habituelles, des révélations de cette nature auraient du être fatales à n'importe quel candidat, moins pour des raisons d'ordre moral qu'à cause du manque de jugement qu'elle traduit et de l'incalculable risque politique que M. Boisclair fera courir au PQ et au mouvement souverainiste à compter du 16 novembre.

La encore, M. Lebel s'est fait l'écho des inquiétudes de ses adversaires dans son entrevue au *Devoir*: «*Les libéraux vont le ramasser là-dessus. Ils attendent leur heure*». Sans parler d'Ottawa, qui possède des moyens d'investigation sans commune mesure avec ceux de la presse.

Les vétérans du PQ observent d'un œil horrifié cette course vers l'abîme, en se demandant sans trop y croire si les membres du PQ auront, d'ici le 15 novembre, un sursaut de lucidité. Un ancien ministre évoquait même la tragédie de Jonestown, en Guyane, où 913 membres d'une secte, complètement subjugués par un chef dément, s'étaient suicidés en avalant un cocktail à base de cyanure le 18 novembre 1978. A l'en croire, les membres du PQ s'apprentent à leur tour à avaler la ciguë.

En réalité, personne ne sait ce qu'ils pensent exactement. Aucun sondage n'a encore été effectué auprès des personnes dûment inscrites sur la liste des membres, dont les échantillons pris dans l'ensemble de la population, ou même chez les électeurs péquistes, ne peuvent prétendre refléter l'opinion avec certitude. Il réserverait peut-être de grosses surprises.

La politique est un monde où les rumeurs abondent et, en l'absence de preuves irréfutables, il est impossible de distinguer entre la vérité et la fabulation dans celles qui courent sur les squelettes que M. Boisclair cacheraient encore dans ses placards. D'ailleurs, s'ils existent, rien n'assure qu'ils en sortiront un jour. Bien des épées de Damoclès sont demeurées suspendues à jamais.

La possibilité de les voir surgir au pire moment hante néanmoins bien des esprits. Dimanche dernier, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a manifestement voulu sensibiliser les militants péquistes au fait que la consommation de cocaïne était «*un acte à connotation criminelle*» avant de battre en retraite prudemment. Apparemment, les nombreux députés du Bloc qui ont rejoint le camp Boisclair n'avaient pas beaucoup apprécié les remarques de leur chef.

Au PLQ, il semble que la perspective de voir M. Boisclair devenir chef ait mis fin, au moins temporairement, aux grognements de ceux qui estiment que leurs chances de réélection seraient bien meilleures avec Philippe Couillard.

Même si Paul Martin a démontré qu'il est possible de renverser un premier ministre, ce n'est pas une mince affaire. Les sondages demeurent toujours aussi inquiétants pour les libéraux, mais si la vulnérabilité de M. Boisclair permettait de faire l'économie d'un putsch contre Jean Charest, personne ne s'en plaindrait. Sinon, il sera toujours temps d'y repenser.

À moins que des faits nouveaux soient révélés, il est difficile d'imaginer comment la dynamique de la course pourrait changer d'ici le 15 novembre. Si besoin était, la formule retenue pour les débats entre les neuf candidats a très bien démontré ses limites lors des deux premiers affrontements.

Il faut d'ailleurs reconnaître que M. Boisclair a très bien adapté son plan de campagne aux circonstances. Pour chaque thème à débattre, il dévoile trois engagements qui ne sont pas susceptibles de créer une grande controverse, tout en étant suffisamment précis pour qu'il soit en mesure de se défendre de parler pour ne rien dire. Entre les débats, il s'adresse à des auditoires en principe favorables, dans les cégeps ou les universités, dont l'enthousiasme ne fait que confirmer l'impression d'un irrésistible élan.

Qu'elle ait été feinte ou non, sa scène d'indignation devant les journalistes, qui auraient prétendument porté atteinte à son «*intégrité physique*», a porté des fruits. Les questions portant sur la cocaïne sont devenues rares et molles.

Pauline Marois est totalement coincée. Durant les débats, elle n'est jamais prise au dépourvu et ses interventions sont au moins aussi substantielles que celles de M. Boisclair. Condamnée à lui témoigner la plus grande courtoisie, sous peine d'être encore accusée de vouloir lui porter un coup bas, elle n'a pourtant droit qu'à quelques lignes perdues au milieu d'articles dont ses adversaires, même les plus marginaux, accaparent les premiers paragraphes.

Au congrès de juin, 76 % des délégués étaient prêts à renouveler leur confiance en un chef âgé de 68 ans. De douze ans sa cadette, Mme Marois est maintenant considérée comme une *has been*. Trop *straight* en plus. Elle doit parfois trouver que la politique est une chose bien ingrate.

mdavid@ledevoir.com

É D I T O R I A L

Dérive de politicien

Où voulait en venir le candidat Richard Legendre en s'attaquant au bilan d'André Boisclair, du temps où ce dernier était ministre de l'Environnement? Et le président de l'UPA, Laurent Pellerin, où voulait-il en venir à son tour en accusant M. Boisclair d'avoir commis des gestes «désastreux» pour les agriculteurs? Baliverne!

Le débat de mercredi soir dernier a montré combien pouvait viser bas un candidat en mal de popularité dans une course à la chefferie. Aucun argument, aucun exemple, que du vide. Ceux qui se rappellent le passage de M. Boisclair à l'Environnement savent qu'il était du genre à protéger la chèvre et le chou. S'il est allé jusqu'à imposer un moratoire sur la construction de nouvelles porcheries, c'est qu'il n'avait plus le choix devant la multiplication des manifestations d'hostilité à l'égard des mégaporcheries.

Le lendemain, M. Legendre a précisé qu'il ne faisait pas allusion à ce moratoire. A quoi faisait-il allusion dans ce cas? De son côté, en bon syndicaliste, le président de l'UPA s'est empressé de récupérer l'événement à son crédit en affirmant que des agriculteurs «ont été acculés à la faillite par le moratoire». La faillite parce qu'un gouvernement a décidé de ralentir la croissance d'une industrie qui menace la santé des gens et la qualité de leur environnement?

Quelle est donc cette logique sociale qui peut conduire un gouvernement à verser 16 \$ par tête à une entreprise qui exporte tous ses cochons après avoir épandu des milliers de tonnes de lisier dans une région déjà saturée?

Tous les ministres qui se sont succédé à l'Environnement ont essayé à leur façon de corriger la situation. Un travail rendu très difficile par le puissant lobby politique de l'UPA. À l'arrivée d'André Boisclair, le travail de préparation d'une politique de l'eau était déjà avancé grâce aux recommandations de la commission Beauchamp remises au ministre précédent, Paul Bégin.

Pendant ce temps, l'industrie porcine continuait d'étendre ses tentacules, au grand dam des citoyens. Il a donc fallu imposer ce moratoire pour prendre le temps d'évaluer la situation, un mandat confié au BAPE. À son arrivée au pouvoir, le ministre libéral, Thomas Mulcair, a décidé de prolonger le moratoire à deux reprises. Ce moratoire doit prendre fin bientôt. Or, un décompte rapide indique que plus de 35 nouveaux projets de construction ou d'agrandissement de porcheries sont déjà en attente d'autorisation, la plupart dans des régions déjà fortement sollicitées.

Malheureusement, les règles mises en place par Québec ne permettent toujours pas d'espérer des correctifs permanents et satisfaisants, tant en ce qui touche aux odeurs qu'à l'épandage des déjections animales. Selon les données publiées en 2003 par la Commission du BAPE chargée de proposer des solutions aux problèmes de l'industrie porcine, les agriculteurs québécois utilisent globalement des engrais qui équivalent à 138 % des besoins en azote et à 221 % des besoins en phosphore de toutes les cultures réunies. Où vont les surplus? Et que fera-t-on du lisier produit par les dizaines de milliers de cochons dont on s'apprête à autoriser l'élevage?

Pour venir en aide aux entreprises agricoles, les gouvernements ont investi des centaines de millions, tant pour soutenir le revenu des agriculteurs que pour les inciter à se conformer aux normes environnementales. Mais nous sommes encore loin d'avoir réglé le problème et l'agriculture moderne, intensive, constitue plus que jamais une des sources de dégradation des cours d'eau. Cela doit cesser!

Quel que soit le ministre au pouvoir, il devra comprendre que la protection de l'environnement n'est plus un luxe de petits bourgeois du Plateau, pour parodier Laurent Pellerin, mais une exigence incontournable posée aux politiciens et aux entreprises par la majorité des citoyens.

j-rsansfacon@ledevoir.com

Duperie algérienne

Tout bien considéré, le référendum «pour la paix» auquel le président Abdelaziz Bouteflika a convié jeudi les Algériens était une énorme duperie. Difficile d'être plus nuancé devant pareil exercice de manipulation, déguisé en promesse de réconciliation nationale, tenu sans la moindre réflexion collective sur le partage des responsabilités dans la «guerre sale» qui a fait 150 000 morts, des centaines de milliers de blessés et quelque 6200 disparus en Algérie suivant l'annulation du second tour des législatives qui annonçaient la victoire des islamistes en 1992.

La «Charte pour la paix et la réconciliation nationale», que les 18 millions d'électeurs étaient invités à entériner, prévoit des mesures d'amnistie et l'extinction des poursuites judiciaires contre les islamistes repentis, sauf pour ceux «impliqués dans des massacres collectifs, des viols ou des attentats à l'explosif dans des lieux publics». Surtout, la charte garantit l'impunité la plus complète à l'État en blanchissant de toute responsabilité criminelle l'armée et les forces de sécurité pour la disparition de milliers de personnes entre 1992 et 1998 — et au sujet desquelles les familles continuent d'être tenues dans l'ignorance.

Six ans après un premier référendum sur la «concorde civile» qui avait permis à 6000 islamistes de réintégrer la vie civile, le président Bouteflika prétend aujourd'hui «tourner la page» une fois pour toutes sur une décennie sanglante. Mais son entreprise, antithèse du «modèle» sud-africain mis en place après la fin de l'apartheid, bafoue le plus élémentaire devoir de mémoire et impose aux victimes l'obligation de pardonner aux bourreaux de tous bords, sans que la justice et la lumière n'aient été faites. L'impunité induit l'injonction d'oublier.

De guerre lasse, pour ainsi dire, les Algériens, fatigués de la violence, ont voté «oui», ce jeudi: les manipulations du vote et la répression des voix dissidentes aidant, l'État policier et autocratique emmené par M. Bouteflika était satisfait hier d'annoncer que 80 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes et que 97,36 % des Algériens avaient approuvé sa charte. Un résultat à peine inférieur à ce qu'obtenait en son temps Saddam Hussein, «réélu» en 2002 avec 100 % des voix dans un scrutin où le taux de participation avait atteint 100 %.

Aussi, cette démarche référendaire sert-elle avant tout, sous vernis consultatif, à renforcer les pouvoirs présidentiels. D'une part, les violences ont nettement diminué ces dernières années. De l'autre, la principale organisation islamiste, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), héritier des GIA, a clairement indiqué son refus du dialogue avec le pouvoir, ce qui semble exclure une reddition massive.

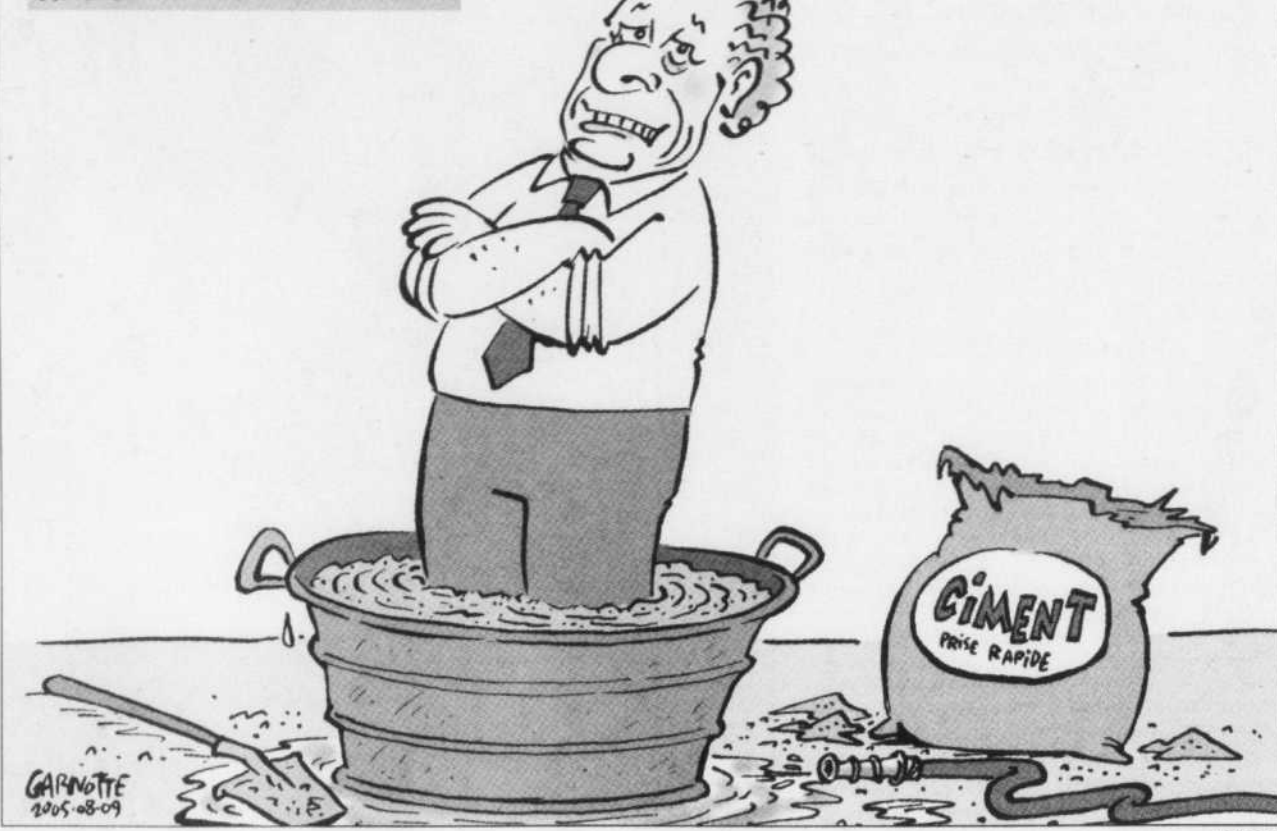
Derrière la façade de la réconciliation nationale, M. Bouteflika se trouve en fait à renvoyer l'ascenseur à la hiérarchie militaire, à laquelle il doit sa réélection sans opposition en 2004, en lui faisant la grâce de faire l'impasse sur les abus commis par l'armée. Cela annonce, disent les opposants du président, une révision de la Constitution afin que M. Bouteflika puisse briguer un troisième mandat en 2009. Drôle de réconciliation que celle qui étouffe les cris et masque les plaies.



Guy Taillefer

SECTEUR PUBLIC

LA POSITION DE CHAREST...



REPRISE

Guy A. Lepage et le journalisme

Il faut ramener Guy A. Lepage sur terre. Il se prend maintenant pour un journaliste d'affaires publiques. Ça devient grave et il faut que tout le monde en parle avant qu'il ne soit trop tard. L'affaire Mailloux aura démontré une chose: être intervieweur en affaires publiques, c'est un métier que Lepage ne connaît pas. Le sourire béat qu'il a affiché lors de la déclaration de Pierre Mailloux en disait plus que tout: il venait d'obtenir l'effet médiatique qu'il recherchait, le fonds des choses ne l'intéressait pas... Merci à Dan Bigras qui, devant le silence de Lepage, a jugé qu'il fallait relancer la question; en rester là devenait d'une iniquité sans nom pour tous les Noirs et les Amérindiens. Il fallait qu'en toute décence, le psychiatre s'explique sur les prétendues études qu'il invoquait.

Mailloux avait le droit de dire ce qu'il a dit. La liberté d'expression est à ce prix. Il ne faut pas blâmer Radio-Canada d'avoir servi de véhicule à la question soulevée. Mais on s'est tout simplement trompé d'émission. Lepage et Turcotte sont des amateurs et rien d'autre. C'est un métier qu'ils pratiquent à merveille. Ils veulent inviter des politiciens? Soit. Qu'ils s'en tiennent à l'univers qui leur est familier: la

couleur des cravates, les films loués au cours du dernier week-end, la cuisine... bref, à ce qu'ils connaissent. S'il y a un pilote dans l'avion, pourrait-il les inviter à s'en tenir à ce métier d'amuseurs avant que, dans l'auguste maison, celui de journaliste perde ce qui lui reste de crédibilité?

Mario Cardinal
Auteur, ex-ombudsman à Radio-Canada
Le 29 septembre 2005

Michaëlle Jean a raison

«C'est la fin des deux solitudes.» En même temps hier [mardi] à Toronto, l'Office ontarien des Affaires francophones rendait une nouvelle (sic) étude publique. Celle-ci indique que les francophones parlent de moins en moins leur langue maternelle en Ontario.

Madeleine Meilleur, la ministre responsable des Affaires francophones de l'Ontario, avoue l'assimilation et tente une explication: «Les jeunes ne voient pas la valeur ajoutée de faire des études en français.»

Madame la ministre, on ne peut voir ce qui n'existe pas. La valeur ajoutée du français hors Québec n'existe que pour les traducteurs du gouvernement fédéral. Elle n'a aucune valeur ajoutée dans leur vécu quotidien. Au contraire, cela apporte souvent la dérision, l'isolement et effectivement, la solitude!

Michaëlle Jean vient tout juste d'arriver au Canada et elle comprend déjà! Malheureusement, avec l'assimilation des francophones hors Québec, «c'est la fin des deux solitudes!».

Laurent Desbois
Ex-francophone hors Québec
Longueuil, le 28 septembre 2005

Triste à mourir

Comment exprimer ma profonde consternation en apprenant que Raymond Lévesque vient d'accepter un des prix du gouverneur général du Canada sans faire honte à son récipiendaire, un homme que j'ai toujours beaucoup estimé et même admiré et aimé pour sa magistrale dénonciation du colonialisme canadien, en des chansons simples et aimantes.

Cher Raymond, comme tu l'as toi-même souligné dans ton discours d'acceptation, tu as maintenant 77 ans. Avais-tu tellement besoin d'argent pour ainsi te renier à la fin de ta vie? Si c'est le cas, tu témoignes ainsi, une fois de plus, du pitoyable manque de reconnaissance du gouvernement québécois et, donc, du peuple québécois pour les défenseurs de ses droits et de sa liberté.

Avec mes pleurs et, malgré tout, l'expression de mon affection.

André Ferretti
Le 30 septembre 2005

REVUE DE PRESSE

Confondre les sceptiques

Manon Cornellier

Il y a seulement une semaine, le scepticisme du Canada anglais, quand ce n'était pas la méfiance, persistait à l'endroit de la nouvelle gouverneure générale Michaëlle Jean. La glace a commencé à fondre quand Mme Jean a annoncé qu'elle abandonnait sa citoyenneté française. Le titre qui affublait le site Internet du *Calgary Sun* résumait tout: «Finally Ours». «Enfin nôtre». Comme si avoir, non pas la double citoyenneté, mais la citoyenneté française mettait en doute son identité canadienne, car nulle part ne s'est-on vraiment demandé si elle avait toujours la citoyenneté haïtienne — qu'elle n'a plus d'ailleurs. Beaucoup de journaux ont décrit son geste comme un acte de «bonne foi» mais rares sont ceux qui ont pris le soin de mentionner qu'il n'était pas essentiel.

La grande séduction est survenue mardi lorsque, dans son discours, elle a affirmé qu'il était fini le temps des deux solitudes et qu'il fallait mettre fin à toutes les solitudes au profit d'une solidarité commune. Elle avait à peine terminé de parler que ses propos faisaient la manchette de tous les sites Internet des journaux de la chaîne CanWest. D'un bout à l'autre du pays, on applaudissait avec force. Partout, on y a vu le signe qu'elle serait une championne de l'unité canadienne. «Rafraichissante», de dire le *Edmonton Journal*. Pour le *Halifax Daily News*, elle a prouvé qu'elle était à la hauteur de la tâche qui l'attend.

La presse anglophone l'a adoptée d'un coup, certains commentateurs cachant mal leur plaisir de voir les nationalistes et souverainistes québécois rappelés à l'ordre. Pour Greg Weston, de Sun Media, son discours équivalait à dire aux «séparatistes d'en revenir». Andrew Coyne, du *National Post*, lui, s'est carrément converti devant ce «plus vibrant appui à un pan-canadianisme indifférencié que la capitale ait eu l'occasion d'entendre depuis des années».

«Madame, je me rends, écrit-il en début de chronique. Oublions les critiques passées. Mettons de côté les querelles anciennes. Votre discours a fait s'effondrer mes défenses. Vous êtes ma commandante-en-chef.» Lui qui s'attendait à des «appels codés au chauvinisme régional et

racial — désolé, la diversité», est resté bouche bée devant un discours qui, croit-il, ne pouvait venir que d'une immigrante.

Par son audace, elle a couvert de honte les politiciens et leur langue de bois, dit-il. Selon lui, Michaëlle Jean a visé juste en présentant la liberté comme la première qualité du Canada et l'histoire du pays comme le fruit d'une multitude d'actes individuels inspirés par la liberté, le courage et le sens de l'aventure. Il affirme qu'il y a un siècle, il ne faisait de doute pour personne que la liberté était «la nationalité» du Canada, pour citer Wilfrid Laurier. Des valeurs, insiste Coyne, qui unissent parce qu'elles sont universelles.

John Ibbotson, du *Globe and Mail*, se montre plus réservé, mais note que la nouvelle gouverneure générale a exprimé une vision moderne du Canada, loin de celle défendue par des politiciens mâles, âgés, qui ne cessent de gratter de vieilles blessures imaginaires. «Maintenant, un nouveau Canada cherche à façonner un nouveau genre de liberté, une liberté qui renonce aux périmètres ethniques, une liberté que tous peuvent embrasser. Michaëlle Jean est leur voix.» Et selon lui, cela met encore plus en évidence combien sont dépassés les arguments nationalistes, souverainistes, isolationnistes ou encore les discours sur l'aliénation et le ressentiment.

Le *Toronto Star* est un des rares journaux à avoir interprété le message de la gouverneure générale comme un conseil adressé tant aux nationalistes québécois — «get over it», de résumer le journal — qu'aux Canadiens anglais. «Il y avait aussi une demande implicite dans ces mots pour que les Canadiens anglais embrassent le caractère unique du Québec.» D'ailleurs, Don Martin, de la chaîne CanWest, note qu'il ne suffit pas que la gouverneure générale annonce la fin des deux solitudes pour qu'elles cessent d'exister, mais elle se devait d'adopter un ton patriotique pour mettre fin aux controverses qui ont précédé son assermentation. Bien qu'il avoue être séduit par la nouvelle locataire de Rideau Hall, il ne peut esquiver une critique. Lui et Susan Riley, du *Ottawa Citizen*, ont jugé son portrait des régions canadiennes stéréotypé et folklorique et lui ont recomman-

dé de faire rapidement une tournée du pays.

Une égratignure bien légère quand on la compare aux coups de griffes qu'endure depuis des semaines le chef conservateur Stephen Harper. Partout on lui répète de cesser les mises en scène pour se consacrer plutôt à l'explication des politiques d'un futur gouvernement conservateur. Mais voilà, il n'écoute pas les conseils, lui reproche Barbara Yaffe, dans le *Vancouver Sun*, il s'en tient à une garde très rapprochée et néglige ses députés.

Stephen Harper a souvent soutenu que ses problèmes étaient attribuables aux médias et qu'il s'en passerait pour livrer son message directement aux Canadiens. Le *Halifax Chronicle-Herald* lui en tient rigueur. «Le leader conservateur Stephen Harper peut blâmer qui il veut, il reste

que le parti qu'il dirige demeure fermement en seconde place dans les sondages, loin derrière ces libéraux dépensiers et entachés par les scandales.» Le journal l'avertit que traiter en ennemi les journalistes qui assurent sa couverture est la recette rêvée pour un désastre puisque la majorité des Canadiens se font une opinion à travers ce qu'ils glanent dans les médias. Si les Canadiens, dit le journal, hésitent à l'appuyer, c'est parce que leurs préoccupations à l'endroit de Harper et du PC n'ont pas été dissipées.

La plus déprimante pour Harper à sûrement été la série sur l'avenir du conservatisme au Canada, parue dans le *National Post*. Plusieurs experts et partisans lui promettent un bel avenir, mais pratiquement aucun ne croit à un succès rapide. On constate la faiblesse du PC dans les grandes villes et au Québec, et l'habileté des libéraux à présenter les idées conservatrices comme contraires aux valeurs canadiennes. Les conseils abondent pour y remédier. Au PC, on dit de laisser le conservatisme social au vestiaire, surtout s'il veut percer au Québec, et de ne pas chercher seulement à être une version légèrement plus conservatrice des libéraux. Pour les conservateurs en général, on suggère d'occuper l'espace public pour promouvoir leur philosophie politique. Rien en somme pour une élection qui aura lieu dans moins d'un an.

mcornellier@ledevoir.com

La presse



du Canada

IDÉES

Propos controversés du psychiatre Mailloux

Tout le monde en bave!

MICHÈLE ROULEAU

Consultante et ancienne présidente
de l'Association des femmes autochtones du Québec

ÉDITH CLOUTIER

Directrice générale,
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or

PIERRE PICARD

Directeur général, Groupe de recherche et
d'intervention psychosociales en milieu autochtone

Lettre ouverte à Radio-Canada

M

erci à M. Mario Clément, directeur des programmes à Radio-Canada, et à M. Guy A. Lepage pour avoir enfin posé les vraies questions et avoir fait un vrai débat sur cette question complexe qu'est le racisme.

Merci d'avoir ramené la science à sa plus simple expression. Merci d'avoir ramené le racisme à sa plus simple expression en invitant le psychiatre-amuseur-de-foule et lui avoir permis de débattre sur «les races d'intelligence inférieures». Où donc en serait notre réflexion, sans votre apport?

M. Lepage, il y a quelques semaines, affirmait que son émission était un «show de plogues», mais voilà que cette semaine, toujours selon M. Lepage, c'est une émission d'affaires publiques. Non seulement *Tout le monde en parle* nous divertit mais, aussi, on y lève le voile sur les grands tabous, et ce, tout en prenant soin de faire des analyses songées, avec un scientifique songé qui fait des énoncés songés en se basant, bien entendu, sur des études scientifiques américaines songées! Et tout ça, en compagnie d'artistes fort sympathiques. Décidément, les téléspectateurs en ont pour leur argent le dimanche soir!

Merci messieurs de faire preuve d'un si grand souci de faire avancer notre petite société trop encline à la «belle culture de la rectitude politique». On sent chez vous une volonté réelle de nous informer et de nous faire progresser. Grâce à vous, comme vous le dites si bien, «aujourd'hui il y a un débat public sur le racisme et il s'agit d'un phénomène essentiel à la démocratie et au respect d'autrui».

Pas le même monde

Domage cependant que nous ne vivions pas dans le même univers. Parce que pour nous, ici-bas, le débat sur le racisme a commencé bien avant la diffusion de l'émission *Tout le monde en parle*. Chez nous, le racisme ce n'est pas «la saveur de la semaine», c'est une réalité à laquelle nous sommes confrontés depuis longtemps, et ce, jour après jour, année après année.

À maintes reprises dans nos vies nous avons été confrontés au racisme, à l'ignorance et aux préjugés face aux Amérindiens. Nous avons passé des années à tenter de faire connaître nos cultures, notre histoire et nos réalités. Nous avons travaillé au rapprochement entre nos peuples et, parce que nous y croyons, nous avons investi une grande partie de notre vie à cette cause. Nous voyons à quel point le fossé qui nous sépare est immense et nous croyons qu'il est essentiel de trouver une façon pacifique de cohabiter.

Nous sommes fiers des petits pas que nous avons pu faire en ce sens pendant toutes ces années. Parce que, effacer les préjugés, ce n'est pas une mince affaire, il faut éduquer, et beaucoup. Contrer l'ignorance et changer les mentalités, ça prend du temps, beaucoup de temps.

Nos gains sont fragiles, très fragiles, il suffit parfois d'un événement ou d'un simple *show* à la télé pour nous faire retourner en arrière. C'est ce qui s'est produit à la suite de l'émission *Tout le monde en parle* diffusée le 25 septembre.

Qu'on donne le crochiro à un psychiatre-amuseur-de-foule pour qu'il vienne «garrocher» des bribes d'information sur des études comparant le quotient intellectuel d'enfants blancs, noirs et amérindiens, sans qu'on explique le but précis de ces études et leur contexte ainsi que l'environnement dans lequel évoluent les sujets, ressemble davantage à de la désinformation qu'à un questionnement.

Selon le dictionnaire Larousse, le racisme est:



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À maintes reprises dans nos vies nous avons été confrontés au racisme, à l'ignorance et aux préjugés face aux Amérindiens.

1. une idéologie fondée sur la croyance qu'il existe une hiérarchie entre les groupes humains — les «races».

2. une attitude d'hostilité systématique à l'égard d'une catégorie déterminée de personnes.

Nous ne voyons pas en quoi faire un *show* avec un mec qui banalise les fondements de l'idéologie raciste contribue à faire évoluer la société. Ça doit être notre déformation professionnelle qui nous fait croire que cela vient plutôt nourrir l'ignorance de certains individus, que cela alimente les préjugés et que cela ne peut que contribuer à provoquer une attitude d'hostilité systématique à l'égard de catégories déterminées de personnes.

Ça doit être notre tendance à la rectitude politique qui nous fait croire que ceci nous ramène plusieurs siècles en arrière, alors que le même genre de thèses servaient à défendre des politiques racistes.

Le racisme, c'est sérieux; le racisme, c'est grave. Nous estimons que ce genre de sujet exige d'être traité avec sérieux. Si à Radio-Canada on souhaite débattre du racisme, de ses causes et de ses effets, qu'on le fasse dans un format d'émission qui s'y prête.

Marre des provocateurs!

Cela peut peut-être vous sembler intéressant et divertissant de surfer sur la controverse soulevée par des propos racistes à *Tout le monde en parle*, sauf que chez nous, cela a pour résultat que tout le monde en bave!

Et tout le monde en a marre des provocateurs, des plus «songés» que tous, qui dénoncent la rectitude politique et les «petits discours propres» et qui nous of-

front en contrepartie une mini-confrontation entre Mitsou et un psychiatre-amuseur-de-foule qui fait l'apologie du racisme. Les provocateurs songés prendront bien soin de se distancer des propos du mec en question, en précisant que cela ne les engage à rien, eux. Ils nous rappelleront aussi le droit à la libre expression comme si ce débat en était un de libre expression (au lieu d'un débat sur la pensée raciste ou du «n'importe quoi» à la télé).

Nous tenons à exprimer notre dégoût devant la désinformation, la propagation de préjugés et les pseudo-débats. Nous déplorons le fait que les dirigeants de la télé de Radio-Canada ne soient pas capables de faire la différence entre une émission-spectacle et un forum propre à la discussion et à la réflexion.

Si M. Lepage à la prétention de croire que *Tout le monde en parle* est une émission d'affaires publiques, c'est peut-être son droit, mais nous, nous n'y croyons pas, on sait reconnaître un «show de plogues» quand nous en voyons un. De même que nous pensons qu'un «capoté», tout psychiatre qu'il soit, demeure un «capoté».

Nous nous permettons d'émettre notre opinion aux seigneurs de la télé, sachant que ces majestés sauront nous remettre à notre place, nous, indignes sujets. Notre opinion sera sûrement qualifiée de politiquement correcte ou de discours victimisant. Ne vous en désolez, vos majestés, c'est notre façon de participer à votre beau grand débat télé-démocratique.

D'autres diront que nous avons «la peau trop sensible...» C'est sans doute parce qu'elle n'est pas de la bonne couleur.



Denise Bombardier

Chronique inattendue

Je ne parlerai ici ni de la naissance d'une princesse noire qui réécrit l'histoire du Canada à la manière d'un conte de fée, ni du premier ministre Martin qui, dans un discours, oublie de mentionner que le Canada a été découvert par la France, ni de la dernière frasque d'un psychiatre à qui l'on devrait renvoyer la question de Freud: «Quel est l'objet de votre provocation?». Je me tairai ici sur les pervers du service public de télévision, qui organisent habilement l'outrance dans le seul but de fracasser les cotes d'écoute, et sur la légèreté irresponsable des médias qui poussent des grandes gueules à se la casser tout en élaboussant au passage les dociles auditeurs et téléspectateurs. Je resterai muette sur l'outrecuidance du dirigeant de la Monnaie canadienne qui révèle même sa pingrerie minable en se faisant rembourser avec les fonds publics sa gomme à mâcher.

Je voudrais plutôt me retirer loin des cris, des injures, des révisions historiques et des demi-vérités qui servent à dégoupiller les grenades pour faire l'éloge d'un film, *La Neuvaïne*, du cinéaste Bernard Emond.

La Neuvaïne nous éloigne des tourments médiatiques qui contiennent, qu'on le veuille ou non, des images déformées de nos propres tourments pour nous rapprocher du meilleur de ce qui nous a définis. Ce film nous réconcilie avec notre passé religieux, vécu dans trop de douleur. Nos débats actuels, ceux qui les portent comme ceux qui en font les frais, nous renvoient à nos failles, à nos faiblesses, à notre désarroi. Difficile de discuter de tolérance dans une société qui n'arrive pas à la définir, ardu de cerner le racisme dans un contexte de rectitude politique, quasi impossible de faire l'éloge de la décence lorsque l'indécence est convenue à l'audace et de défendre des principes dans un monde où l'exception définit la règle plutôt que de la confirmer.

La Neuvaïne est une expérience à la fois cinématographique, esthétique et spirituelle. C'est une histoire écrite par un homme, Bernard Emond, qui pose un regard sûr sur ce passé spirituel qui a construit le Québec.

C'est le regard d'un homme qui a décanté l'héritage religieux afin d'en conserver son joyau le plus précieux qui est l'Espérance, un mot du vocabulaire qui a non pas été rayé, mais qui s'est évaporé.

C'est aussi l'histoire d'un jeune homme pur comme on en croise rarement sous les feux de l'actualité. Cette pureté du cœur, de la pensée et des actes, on l'a évacuée de la liste des vertus à acquérir. À quoi pourrait-elle donc servir de nos jours, sinon à faire rire?

Dans *La Neuvaïne*, la pureté du jeune homme devient l'antidote du désir de mourir exprimé par cette femme grave que les désordres et l'agitation de la vie ont entraîné au bord du gouffre. Les êtres purs, aujourd'hui, sont considérés comme des mésadaptés sociaux, dans le meilleur des cas, car souvent, on les regarde comme des fous quasi dangereux. Il faut avoir vécu ce voyage exaltant à l'intérieur des communautés de religieuses, comme j'ai pu le faire il y a quelques années à l'occasion du documentaire *Adieu mes sœurs*, pour se rendre compte d'une réalité étonnante. Il semble exister chez les êtres au cœur pur, à la foi vive et à la naïveté lumineuse, une joie de vivre malgré les épreuves, la maladie et la conscience du mal que l'on retrouve rarement dans le monde laïc. Le film de Bernard Emond nous plonge dans un univers d'émotions continues, de vérités incandescentes et de gestes dépouillés d'artifice.

Cette remontée dans le temps pré-agité est aussi un monde de silence plus que de parole, de partage sans contrepartie, de don de soi. Un monde du sacré, de la force symbolique, des rites qui ont subi l'épreuve du temps. Si l'on en sortant du visionnement, de longues minutes sont nécessaires pour simplement se réadapter à l'agitation, au bruit et à la trivialité de la rue.

Bernard Emond, en anthropologue qu'il est, se transforme en véritable passeur. Sa culture, sa mémoire, son extrême sensibilité et son talent d'orfèvre nous permettent de faire la paix avec le passé, de réhabiliter aussi ceux qui, à une autre époque, n'ont pas été que des bourreaux, des dominateurs et des endoctrinateurs. C'est d'une certaine manière une réhabilitation du père qui se fait à travers ses Pères qui béniissent, confessent et absolvent.

Le cinéma est un art, mais il arrive qu'il serve de catharsis. *La Neuvaïne* joue ce rôle par rapport à notre passé religieux. Et parce qu'il honore la vie, donne un sens à la mort, pratique l'économie, pour ne pas dire l'écologie, des sentiments, le film *La Neuvaïne* est incontournable pour tous ceux qui cherchent à inscrire leur vie dans une continuité. Pour ceux également qui estiment qu'on ne peut vivre dans la hargne, le regret et la caricature de ce que nous avons été.

La lucidité et la tendresse du cinéaste pour ces personnages sortis tout droit de son imagination, mais dont la réalité existentielle est criante, nous obligent à chercher en nous cette même lucidité et cette même tendresse. En sortant du film, l'on se sent meilleur, plus digne, plus grave mais aussi plus serein. Si seulement un tel cadeau pouvait nous protéger de toutes ces éclaboussures verbales, de cette laideur du cœur dont on nous inonde à longueur de semaine. Le film *La Neuvaïne*, en ce sens, n'est pas un refuge ou un repli mais une libération.

denbombardier@videotron.ca

Le Dr Mailloux sur nos ondes: une honte pour la profession

D^R NICOLAS BERGERONPsychiatre au CHUM et membre du conseil
d'administration de Médecins du monde CanadaD^R RÉJEAN THOMASPrésident fondateur de la clinique L'Actuel et
président fondateur de Médecins du monde Canada

Toute société prend du temps à se défaire des mythes et des perceptions insidieusement distordus sur ses groupes dits minoritaires. Ces distorsions naissent dans la peur, la peur de l'autre, la peur de celui qui est différent. Elles alimentent l'intolérance. La plupart des populations vulnérables transportent leur lot de fausses vérités.

Il est dans la nature de l'homme de sélectionner les informations qui réconfortent sa façon de penser. Il sera aussi plus résistant et plus critique à tout ce qui pourrait changer ses perceptions du monde. On serait donc porté à croire que lorsque M. Pierre Mailloux affirme que le quotient intellectuel des Noirs est inférieur à celui des autres

racés en se basant sur quelques études — vraisemblablement sérieuses — sur le sujet, il ne contredit pas sa pensée intime. Autrement, il aurait pu proposer les nuances ardemment débattues depuis quelques jours sur la notion contestée de la mesure de l'intelligence, les inévitables biais méthodologiques des études, les tentatives d'explications du phénomène, etc. Cela ne constitue pas un drame en soi.

En fait, ce qui est plus troublant dans cette prise de position, c'est son appartenance professionnelle. Le médecin a le devoir primordial de protéger et de promouvoir la santé et le bien-être des individus qu'il sert, sur les plans tant individuel que collectif. Il accompagne les populations les plus vulnérables. Il se doit aussi de les défendre. *A fortiori*, s'il est de toutes les tribunes et qu'il est appelé à jouer un rôle d'interlocuteur et d'éducateur de masse. Peu importe la véracité scientifique, les propos du Dr Mailloux sont teintés de mépris.

L'éthique et la performance

Les médecins et les psychologues sont de plus en plus appelés dans les médias à commenter les événements de l'actualité ou à vulgariser leur science. Sans épouser le conformisme ambiant, ils ne peuvent délaissier leurs principes éthiques et la collégialité professionnelle pour répondre à des besoins ou des demandes de performance. Les analyses psychologiques sauvages du Dr Mailloux proclamées à la télévision en dehors d'un minimum de cadre thérapeutique contribuent à éfaroucher injustement ceux qui ont droit de l'aide psychologique. Les principes de la relation d'aide n'existent plus. Le Dr Mailloux ternit l'image de la psychiatrie. Il fait honte aux psychiatres et aux autres médecins québécois.

La présence sur nos ondes, tolérée et entretenue, à côté d'autres orateurs de sa trempe, ne peut être entièrement expliquée par la cote d'écoute. Ces gens-là sont-ils les porte-étendards de ces mythes dont on a peine à se départir?

Peu importe
la véracité
scientifique,
les propos
du
Dr Mailloux
sont teintés
de mépris

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communauté Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Madeleine Rioux-Saucy (surveillance); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (reporters); Renée Leo Guilmet et Serge Paquin (reporters); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (reporters); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et culture); Julie Carpentier (papiers); Paul Bennett (papiers cahiers spéciaux et culturels du week-end); Stéphane Baillargeon (reporter); Paul Cauchon (média); Caroline Montpetit (livres); Odile Tremblay (cinéma); Bernard Lanthier (arts visuels et musique); Frédéric Doyon (surveillance); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (papiers); Philippe Papineau (surveillance); Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surveillance); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (papiers international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti, Manon Cornélius et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyne Hamelin, Alexandre Shields (commis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avril, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebai, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, Olivier Zaida; INFORMATIQUE Yannick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard; L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furov, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adiante administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

En éditorial, Claude Ryan décrit la lourde perte que représente pour le Québec la mort brutale de Pierre Laporte. Il souligne les profondes révisions politiques et sociales auxquelles les citoyens devront s'atteler en vue de remettre le Québec sur la voie d'une démocratie plus authentique.

la météo

Généralment ensoleillé et froid. Maximum d'environ 50.

LE DEVOIR

Fais ce que dois

Saint-Martyrs canadiens

VOL. LXXI - NO 242

Montreal, lundi 18 octobre 1970

10 CENTS

Chicoutimi, Saguenay, Bas-du-Fleuve, Rive-Nord, Québec-région, Ontario (Ottawa excl): 15 CENTS

19 OCTOBRE 1970

La dépouille de M. Laporte en chapelle ardente

Bourassa: un meurtre ignoble

Des dignitaires, des parents et amis de M. Pierre Laporte, puis de simples citoyens, ont défilé hier soir devant la dépouille du ministre du Travail du Québec, exposée en chapelle ardente au Palais de justice de Montréal.

C'est sous une étroite surveillance policière que le premier ministre du Canada, M. Trudeau, le premier ministre du Québec, M. Bourassa, le maire de Montréal, M. Drapeau, et de nombreux autres ministres et députés sont allés rendre un dernier hommage à celui qui avait été tué la veille par des membres du Front de libération du Québec.

Le son du glas se mêlait aux cris stridents des sirènes. Les drapeaux du Canada, du Québec et de Montréal étaient en berne à l'Hôtel de ville. Le bruit des hélicoptères de la police perçait la nuit d'automne. Les dignitaires, escortés de policiers en civil armés, sortaient rapidement des voitures et gagnaient le Palais de justice.

Dans les rues avoisinantes du Vieux-Montréal, des centaines de citoyens étaient contenus par les policiers et attendaient, silencieux, qu'on leur permette l'entrée à l'édifice.

L'assassinat a provoqué dans la population un profond sentiment d'indignation. C'est un meurtre ignoble, s'est écrié M. Bourassa dans une courte allocution radiotélédiffusée hier après-midi.

Des funérailles d'Etat seront faites à 16 heures mardi au ministre du Travail à l'église Notre-Dame de Montréal. Mme Laporte a demandé que les cérémonies aient lieu dans la plus grande sobriété.

Le spectacle lugubre d'hier soir évoquait en quelque sorte le dénouement des dramatiques événements que le Québec a vécus depuis le 10 octobre, alors que le ministre du Travail tombait aux mains des ravisseurs membres du Front de libération du Québec.

Tôt hier matin, la police décou-

vrait le corps de M. Laporte dans le coffre arrière d'une automobile à la base de Saint-Hubert, en banlieue de Montréal.

L'autopsie indique que M. Laporte a succombé à la strangulation (à l'aide, semble-t-il, d'un fil métallique) après avoir subi de nombreux sévices corporels. Il avait les poignets tailladés. La police recherche toujours les meurtriers du ministre qui appartiendraient à une cellule du FLQ chargée des exécutions.

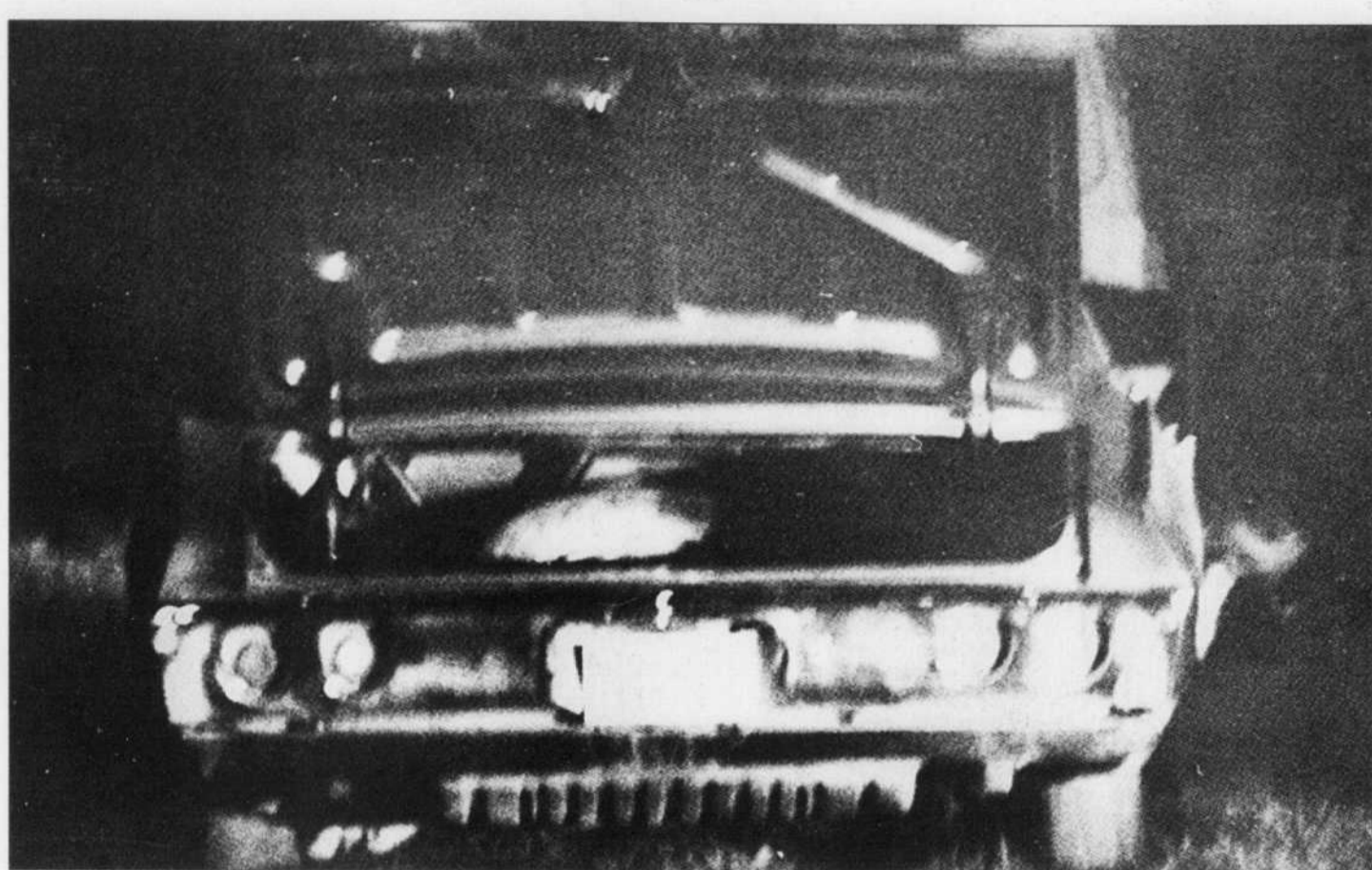
Le corps de M. Laporte a été découvert par la police à 0h25 hier, à proximité de l'aéroport de Saint-Hubert, à une dizaine de milles au sud de Montréal. L'escouade technique avait été conduite sur les lieux par un communiqué du FLQ, assorti d'un croquis indiquant l'emplacement exact de la voiture.

À 19 heures samedi, la station radiophonique CKAC qui, tout au long de l'affaire, a servi d'intermédiaire entre le FLQ et les autorités, a reçu un appel anonyme annonçant qu'un "colis" avait été laissé à la base de Saint-Hubert. CKAC n'a pas donné suite à l'appel.

Quelque trente minutes plus tard, nouvel appel d'un individu qui demande pourquoi CKAC n'a pas vérifié l'information. CKAC demande à son interlocuteur de lui fournir des indices plus précis.

À 21h30, le poste reçoit un troisième appel précisant qu'une note se trouve à l'entrée de la salle Port-Royal de la Place des Arts, dans le centre-ville. Le journaliste Michel Saint-Louis s'y précipite et découvre effectivement la note du Front.

Celle-ci est ainsi rédigée: "Face à l'arrogance du gouvernement fédéral et à son valet Bourassa, face à leur mauvaise foi, le FLQ a donc décidé de passer aux actes. Pierre Laporte, ministre du chômage et de l'assimilation, a été exécuté à 6h18 ce soir par la cellule Dieppe (Royal 22e). Vous trou-



La police a découvert le corps de Pierre Laporte dans le coffre arrière d'une automobile à la base de Saint-Hubert, en banlieue de Montréal.

verez le corps dans le coffre d'une Chevrolet verte (no 9J 2420) à la base de Saint-Hubert. Deuxième entrée. Nous vaincrons. FLQ.

"P.S. Les exploités du peuple québécois n'ont qu'à bien se tenir."

Ainsi, si l'on en croit le communiqué du FLQ, c'est une troisième cellule qui a été chargée de supprimer M. Laporte. La cellule Chénier avait procédé à l'enlèvement du ministre tandis que la cellule Libération est responsable du rapt du diplomate britannique, M. Cross.

La cellule Dieppe tient son nom de la petite ville française, sise sur les rives de la Manche, où des milliers de Canadiens français, membres des Fusiliers Mont-Royal, ont perdu la vie, été blessés ou faits prisonniers par les Allemands à la fin d'août 1942. [...]

À 22h20 samedi, le journaliste de CKAC arrive à Saint-Hubert et repère l'automobile dont il est fait mention dans la note du FLQ et dont la description est tout à fait conforme à celle qui avait été faite de la voiture qui a servi à l'enlè-

ment de M. Laporte. Craignant que le véhicule ne contienne une bombe, le reporter avise la police.

Celle-ci arrive sur les lieux à 23h15 et fait appel à l'escouade technique. En prenant force précautions, les experts ouvrent le coffre arrière de la Chevrolet et y découvrent le corps ensanglanté de M. Laporte. Il est 0h25. [...]

Moins d'une heure avant la découverte du cadavre de M. Laporte, le premier ministre Bourassa, qui n'était apparemment pas au courant des derniers événements,

avait demandé, dans un message diffusé à 23h28 par l'agence Telbec, que les ravisseurs conduisent MM. Laporte et Cross à Terre des hommes en échange d'un saut-conduit vers Cuba.

Pendant que les experts procèdent à l'ouverture du coffre de la Chevrolet, les journalistes et les curieux arrivent sur les lieux. Ils sont refoulés à une centaine de pieds de la voiture tandis que l'éclat des projecteurs donne à cette froide nuit d'automne un aspect irréel et troublant.

10 OCTOBRE 1970

Soljenitsyne

Les "Izvestia" déplorent la décision du jury du prix Nobel

MOSCOU (AFP) — [...] les "Izvestia" et l'agence Tass ont annoncé hier pour la déplorer l'attribution du prix Nobel de littérature à Alexandre Soljenitsyne. Elles rappellent que l'Union des écrivains de l'URSS avait exclu Soljenitsyne de ses rangs avec l'approbation de l'ensemble de l'opinion publique de l'URSS.

"Comme l'opinion publique le sait déjà, écrit l'un des auteurs de l'ouvrage de cet homme de lettres, envoyées illégalement à l'étranger pour y être publiées, sont depuis longtemps utilisées par les milieux réactionnaires de l'Occident dans des buts antisoviétiques". [...]

"Il est déplorable, concluent les "Izvestia", que le comité du prix Nobel se soit laissé entraîner dans un jeu incongru qui, loin de poursuivre l'objectif de développement des valeurs spirituelles et des traditions de la littérature, est dicté en fait par des considérations politiques spéculatives".

10 OCTOBRE 1970

Les sports à la pige

LES CANADIENS ont terminé leur série de matches hors-concours, avant-hier soir à Sherbrooke, en triomphant des Voyageurs de Montréal au compte de 5-1 devant 4.000 spectateurs. Guy Charon a réussi deux buts pour le Tricolore, les autres étant enregistrés par Jacques Lemaire, Yvan Cournoyer et Larry Pleau. Le seul but des Voyageurs a été marqué par Wayne Maxner contre le gardien recrue Ken Dryden qui gardait le filet du Canadien à la 3^{ème} période.

Recherche et adaptation Pierre Rousseau

9 OCTOBRE 1970

Un manifeste de 1,400 mots

Le FLQ veut un Québec libre et uni, purgé de "sa clique de requins voraces"

Un manifeste politique du Front de libération du Québec en appelle à la révolution de tous les ouvriers québécois pour "remplacer une société d'esclaves par une société libre".

"Le Front de libération du Québec veut l'indépendance totale des Québécois, réunis dans une société libre et purgée à jamais de sa clique de requins voraces, les "big boss" patronneux et leurs valets qui ont fait du Québec leur chasse gardée de cheap labor et de l'exploitation sans scrupules".

Ce manifeste était cité dans les communiqués publiés par le FLQ depuis le rapt de M. James Richard Cross.

Parmi les conditions de sa libération posées par le FLQ, la publication du document, dans la presse et sur les ondes, figurait en première place.

Long de 1,400 mots, en français, le manifeste attaque pratiquement toutes les institutions existantes au Québec: l'Eglise, le gouvernement, les politiciens, le système judiciaire, les financiers, les hommes d'affaires, les grandes compagnies et leurs propriétaires anglophones et les établissements éducatifs.

Le texte est imprimé avec l'entête du FLQ, et, en exergue, le mot Manifeste. La première page porte en surimpression un dessin représentant un patriote de l'ère coloniale brandissant un fusil.

"Le Front de libération du Québec n'est pas un mouvement d'agression, mais la réponse à une agression, celle organisée par la haute finance par l'entremise de marionnettes des gouvernements fédéral et provincial, le show de la Brinks, le bill 63, la carte électorale, la taxe dite de "progrès social", Power Corporation, l'assurance-

médicins, les gars de Lapalme."

Le document déclare qu'à un moment donné, les membres du FLQ avaient songé à soutenir le Parti québécois de M. René Lévesque. Le PQ prône un Québec indépendant lié par une union économique avec le reste du Canada.

À la suite de la victoire du Parti libéral aux élections provinciales du 29 avril dernier, le Parti québécois a remporté sept sièges sur 108 à l'Assemblée nationale.

"Nous avons cru un moment qu'il valait la peine de canaliser nos énergies, nos impatiences comme le dit si bien René Lévesque, dans le Parti québécois, mais la victoire libérale montre bien que ce qu'on appelle démocratie au Québec est en fait et depuis toujours la "démocratie" des riches.

"La victoire du Parti libéral en ce sens n'est en fait que la victoire des faiseurs d'élections Simard-Cotroni. En conséquence, le parlementarisme britannique, c'est bien fini et le Front de libération du Québec ne se laissera jamais distraire par les miettes électorales que les capitalistes anglo-saxons lancent dans la basse-cour québécoise tous les quatre ans." [...]

Affirmant alors qu'il est las des promesses d'emploi et de prospérité, le FLQ les rejette parce que: "... nous serons toujours les serveurs assidus et les lèche-bottes des big-shot, tant qu'il y aura des Westmont, des Town of Mount-Royal, des Hampstead, des Outremont, tous ces véritables châteaux forts de la haute finance de la rue St-Jacques et Wall Street, tant que nous tous, Québécois, n'aurons pas chassé par tous les moyens, y compris la dynamite et les armes, ces big boss de l'écono-

mie et de la politique, prêts à toutes les bassesses, pour mieux nous fourrer."

Pour le Front, les Québécois vivent dans une société terrorisée par la haute finance, les gouvernements et l'Eglise catholique.

"Nous sommes de plus en plus nombreux à connaître et à subir cette société terroriste et le jour s'en vient où tous les Westmont du Québec disparaîtront de la carte.

"Travailleurs de la production, des mines et des forêts, travailleurs des services, enseignants et étudiants, chômeurs, prenez ce qui vous appartient, votre travail, votre détermination et votre liberté. Et vous, les travailleurs de la General Electric, c'est vous qui faites fonctionner vos usines; vous seuls êtes capables de produire; sans vous, General Electric n'est rien.

"Travailleurs du Québec, [...] faites vous-mêmes votre révolution dans vos quartiers, dans vos milieux de travail. Et si vous ne le faites pas vous-mêmes, d'autres usurpateurs technocrates et autres viendront remplacer la poignée de fumeurs de cigares que nous connaissons maintenant et tout sera à refaire. Vous seuls êtes capables de bâtir une société libre.

"Il nous faut lutter, non plus un à un, mais en s'unissant, jusqu'à la victoire, avec tous les moyens que l'on possède comme l'ont fait les patriotes de 1837-1838, ceux que votre Sainte Mère l'Eglise s'est empressée d'excommunier pour mieux se vendre aux intérêts britanniques."

Et le Manifeste du FLQ conclut: "Notre lutte ne peut être que victorieuse. On ne tient pas longtemps dans la misère et le mépris un peuple en réveil."

17 OCTOBRE 1970

Malgré des centaines d'arrestations, le sort des otages reste inconnu

Dotées de pouvoirs spéciaux de temps de guerre, les forces policières et militaires se sont massivement déployées hier à travers le Québec. Leurs instructions: parer à ce que le gouvernement du Québec considère comme un danger d'insurrection en démantelant le réseau de cellules du Front de libération du Québec.

Dix heures après la proclamation, à 4 heures hier matin, de la Loi des mesures de guerre, les forces policières avaient procédé à 234 arrestations et d'autres encore étaient à prévoir.

Mais 11 jours après l'enlèvement du diplomate britannique James Cross et 6 jours après celui du ministre du Travail, M. Pierre Laporte, et malgré les fouilles incessantes de la police et l'aide de l'armée, on était sans nouvelles des deux hommes menacés de mort par le FLQ. [...]

Investies du pouvoir d'arrêter sans mandat tout citoyen suspect, les forces policières avaient hier écroué 143 personnes dans la région de Montréal, 55 à Québec, 16 à Rimouski, 11 à Chicoutimi et 9 à Hull. [...]

Parmi les personnes qui ont été arrêtées, il y a Me Robert Lemieux, avocat de la plupart des membres du FLQ, Michel Chartrand, syndicaliste, Stanley Grey, militant de gauche et ancien chargé de cours à l'université McGill, Charles Gagnon et Pierre Vallières, remis récemment en liberté provisoire, les plus connus de tous les prisonniers dits politiques, Pauline Julien, chanteuse, Jacques Larue-Langlois et son épouse, sympathisants à la cause du FLQ. [...]

Munis de cartes détaillées, les forces policières n'ont cessé de quitter en trombe tous les postes de la ville pour faire des perquisitions et arrêter tous ceux qui leur apparaissent comme des suspects.

Dans l'est de Montréal, ils ont démolé une barrière haute de 10 pieds, cerné un certain nombre

de maisons et surpris simultanément les résidents d'au moins cinq appartements du quartier.

Et pendant ce temps, les soldats appelés à la rescousse surveillent, casqués et mitraillettes au poing, les édifices fédéraux et provinciaux et veillent à ce que les passants ne franchissent pas les barrières métalliques qui ont été dressées pour interdire l'accès de certains bâtiments.

C'est, semble-t-il, avec un peu de nonchalance que la population montréalaise assiste à ce déploiement policier sans précédent. Dans le Vieux-Montréal, où la présence militaire est la plus forte parce que c'est dans ce secteur que se trouvent le Quartier général de la police et l'Hôtel de ville, les filles en mini-jupe sont toujours aussi jolies. Et les militaires n'hésitent pas à répondre à leurs questions.

Laissez-vous griser par ce quator allemand:

Liebraumilch

vin du Rhin
No 537C \$3.00

Bernkasteler

vin de la Moselle
No 537A \$3.00

Moselle mousseux

"SEKT"
No 588D \$4.95

Niersteiner

vin du Rhin
No 538G \$2.75



depuis 1794
AGENTS IMPORTATIONS DURAND LIMITEE